

nument qui la renfermait la jambe perdue par Santa-Anna à Vera-Cruz et la traîna dans les rues. Santa-Anna apprit ces nouvelles à Lagos, au moment où il présidait une réunion de généraux; comme en cet instant tous les regards étaient fixés sur lui, il porta la main à sa jambe mutilée en s'écriant : — « Amis, cette blessure ne me faisait plus souffrir; mais maintenant j'y sens une vive douleur. » Ces paroles ne dénotent-elles pas une âme vraiment patriotique qui mérite de l'indulgence pour bien des fautes.

Triste, accablé par les événements du 6 décembre, sans enthousiasme pour combattre les insurgés, Santa-Anna ne pensa plus qu'à se retirer à l'étranger. Il renonça à la présidence, fit demander son passe-port par le général D. Ignacio Sierra y Rosso, et se dirigea sur Puebla, en route pour Vera-Cruz. A Puebla, le 11 janvier, il fit ses adieux à son armée, forte de dix mille hommes, et par conséquent capable d'entrer à Mexico, s'il l'eût voulu; ses vétérans désiraient l'accompagner jusqu'à Vera-Cruz, mais il n'accepta qu'une escorte qu'il congédia dans les parages des Vigas. En passant par la ville de Jico, le commandant de la milice rurale, le voyant seul avec ses domestiques, l'arrêta par ordre du commandant militaire de Jalapa, et l'envoya dans cette ville. Trois jours après il fut conduit à la forteresse de Perote et tenu au secret durant quatre mois. Enfin, condamné par le congrès à l'exil perpétuel et mis hors la loi, s'il rentrait au Mexique, il s'embarqua pour la Havane au mois de mai 1845.

L'élection du général Herrera, une fois confirmée après la chute de Santa-Anna, le nouveau président organisa le ministère de la manière suivante : le portefeuille des affaires étrangères fut successivement confié à D. Luis Cuevas et D. Manuel de la Peña y Peña; celui de la justice à D. Mariano Riva Palacios D. Bernardo Conto et D. Demetrio Montesdeoca; celui des finances à D. Pedro Echeverria, D. Luis de la Rosa et D. Pedro Fernandez del Castillo, et celui de la guerre aux généraux D. Pedro Garcia Conde, et D. Pedro Anaya. Le général Herrera était tout à la fois des

plus honnêtes citoyens et des plus dignes militaires du pays; mais il avait peu d'énergie. Cependant, il sut s'entourer d'hommes recommandables et parvint à réprimer, avec l'aide du colonel Uraga, l'insurrection de Rangel en faveur de Santa-Anna.

Dès son origine, cette administration montra une faiblesse qui devait la conduire à sa perte. Appelée à consolider le système de centralisation qui, depuis 1836, avait remplacé le fédéralisme, elle fut effrayée de l'ardeur avec laquelle les fédéralistes attaquaient ses actes. Elle ménagea tellement les hommes influents de ce parti qu'elle fut bientôt débordée et hors d'état de résister à leurs prétentions. A Matamoros, un certain Molano s'empara des rênes du gouvernement de Tamaulipas; Canalès se donna le titre de « commandant des villes, » sans être inquiété par Arista; puis, il fit arrêter le préfet qui se trouvait à Mier. Jésus Cardena fut nommé par le général Arista, préfet de Matamoros, à la place de celui que Canalès avait arrêté; les généraux de brigade de l'armée régulière n'étaient pas mieux traités par ces deux étranges personnages que les autorités civiles gouvernementales.

Tandis que le pouvoir exécutif laissait agir les factieux, sans même essayer de résister, l'ancien parti monarchique, qui s'était vu contraint de se fondre dans le parti centraliste, après la chute d'Iturbide, et qui d'ailleurs s'était résigné de très bonne foi au système républicain, dans l'espoir que le pays pourrait s'organiser d'une manière stable sous l'empire de ce système, crut devoir sortir enfin de sa longue léthargie. Les membres épars de ce parti se rapprochèrent, et, après s'être concertés, ils crurent que le moment était arrivé où leurs vœux se réaliseraient. Il fallait se hâter pour prévenir les fédéralistes. Le général Parédès fut choisi pour opérer cette révolution. Envoyé par Herrera contre les Américains qui s'avançaient dans le Texas pour envahir le Mexique, Parédès, de son quartier général de S. Luis Potosi, refusa obéissance au gouvernement, marcha sur Mexico

et entra dans la capitale sans coup férir, à la fin du mois de décembre 1845. Le 4 janvier suivant, il fut nommé président provisoire et décréta la convocation d'un nouveau congrès constituant.

Tout en abandonnant à la nouvelle assemblée la faculté de déterminer le mode de gouvernement qui devait désormais régir le pays, Parédès indiquait dans son manifeste que la monarchie seule pouvait le sauver de l'anarchie, lui assurer le repos dont il avait besoin, et la prospérité dont il possède les éléments. Le parti monarchique institua un journal, publia ses désirs, ses vues, et fit en peu de temps de grands progrès. Le plan de réforme de Parédès et la presse de son parti rappelaient les efforts inutiles faits par la nation pour se constituer sous le régime démocratique; ils montraient que, livré aux ambitieux et à la soldatesque, le pouvoir se verrait toujours exposé aux mêmes phases révolutionnaires qui causaient la faiblesse du gouvernement et la ruine de l'État, tandis qu'un monarque étranger, soutenu par les cours d'Europe, serait une garantie de force et de paix à l'intérieur comme à l'extérieur.

Le parti monarchiste, composé des hommes les plus respectables par leur position sociale et leur moralité, de la généralité du clergé, et de citoyens intelligents, éclairés par l'expérience du passé, voulait se rattacher à l'Europe par un lien qui lui donnât des gages pour l'avenir. Il se flattait d'obtenir facilement pour souverain le rejeton d'une des grandes maisons de l'Europe. L'intérêt réciproque semblait justifier cette espérance. Consolider les institutions sociales au Mexique, c'était consolider les relations commerciales entre les deux mondes; c'était donner des garanties aux nombreux capitaux engagés dans les mines du Mexique, c'était, en un mot, mettre un terme aux révolutions si fatales dans les transactions lointaines et fermer la porte aux abus qui occasionnaient de si fréquents débats entre les puissances étrangères et les gouvernements éphémères dont le Mexique subissait le joug.

Mais cette transformation ne pouvait s'opérer avec les seules forces du parti monarchique qui ne faisait alors que se réveiller, et ne désignait pas même, — au moins ostensiblement, — le prince qu'il appelait à régner sur le pays. On parlait, à la vérité, dans les salons de la capitale, du duc de Montpensier, nouvellement marié à l'infante doña Luisa Fernanda; la France et l'Espagne ne pouvaient étayer cette royauté; comme puissances catholiques, elles avaient les plus fortes sympathies du peuple mexicain; mais les circonstances ne permirent pas de donner suite à ces projets. Les États-Unis venaient de voter l'annexion du Texas et frappaient déjà aux portes du Mexique pour s'emparer de la frontière de Rio-Grande. Puis, il faut pourtant l'avouer, les monarchistes avaient bien un plan, mais il était vague, indéfini et peu réalisable alors. La majorité des citoyens blâmait Parédès d'avoir saisi le moment où son devoir l'appelait à combattre l'ennemi commun, pour renverser Herrera et proclamer des idées qui ne pouvaient qu'augmenter la division et la faiblesse de la nation. Parédès se justifiait en disant qu'Herrera et le congrès paraissaient décidés à traiter avec le cabinet de Washington la cession du Texas, ce dont le Mexique ne voulait à aucun prix, et qu'il n'avait fait que se ranger du côté de la majorité qui réprouvait la conduite du gouvernement dans cette affaire. Les républicains n'opposaient à la justification de Parédès que des raisons d'une médiocre valeur. Le plus grand tort du président n'était certainement pas l'idée de demander un souverain à l'Europe, mais bien l'inopportunité de cette mesure. Comme M. Gutierrez de Estrada, le nouvel apôtre de la royauté mexicaine avait parlé trop tôt ou trop tard, vouloir élever un trône à l'heure où les fautes de la république amenaient l'invasion américaine, était une de ces utopies comme le Mexique nous en offre tant d'exemples.